

Université

de Strasbourg

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICE

Établi en application du Code de la Commande Publique

Acquisition de deux modules d'hébergement pour primates non-humains

Université de Strasbourg
Direction des Finances - Département Achat Marchés
Institut Le Bel
4 rue Blaise Pascal
CS 90032
67081 STRASBOURG Cedex

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type de marché	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel	6
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel.....	6
4.2 - Obligations du titulaire.....	6
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire	6
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées	7
4.2.3 - Exercice des droits des personnes	7
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	7
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	8
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel.....	8
4.2.7 - Sort des données.....	8
4.2.8 - Délégué à la protection des données.....	8
4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement.....	9
4.2.10 - Documentation	9
4.3 - Obligations de l'acheteur	9
4.4 - Pénalités	9
5 - Durée et délais d'exécution	9
5.1 - Durée du marché	9
5.2 - Délais d'exécution.....	10
5.2.1. - Délais d'exécution	10
5.2.2. Délais de garantie	10
5.2.3 - Prolongation des délais.....	11
6 - Prix.....	11
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
7 - Garanties financières	12
8 - Avance	12
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	12
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	13
9 - Modalités de règlement des comptes	13
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	13
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	13
9.3 - Délai global de paiement.....	14
9.4 - Paiement des cotraitants	14

9.5 – Paiement des sous-traitants	15
10 – Conditions d'exécution des prestations	15
10.1 – Adresse de livraison et d'exécution	15
10.2 – Stockage, emballage et transport	15
10.3 – Conditions de livraison	15
11 – Constatation de l'exécution des prestations	16
11.1 – Vérifications	16
11.2 – Décision après vérification	17
12 – Clauses de réexamen	17
12.1 – Clause de réexamen pour circonstances imprévisibles	17
12.2 – Modifications financières pour circonstances imprévisibles	17
13 – Garantie des prestations	18
13.1 – Garanties légales des prestations	18
14 – Pénalités	19
14.1 – Pénalités de retard	19
14.2 – Pénalité pour travail dissimulé	20
14.3 – Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel	20
14.4 – Plafonnement des pénalités	20
15 – Assurances	20
16 – Résiliation du contrat	21
16.1 – Conditions de résiliation du marché	21
16.2 – Redressement ou liquidation judiciaire	21
17 – Règlement des litiges et langues	22
18. Clauses complémentaires	22
18.1 Défaillance du titulaire	22
18.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail – Protection de l'environnement	23
18.3 Changement de dénomination sociale du titulaire	23
18.4 Changement affectant le titulaire	23
18.5 Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat	23
18.6 Clause de séparatisme	23
19- Dérogations	24

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

établi en application du Code de la Commande Publique (CCP)

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

L'acquisition de deux modules d'hébergement pour Primates Non-Humains

La présente consultation a pour objet la conception, la fabrication, la livraison et l'installation (montage, assemblage, soudure) de 2 espaces d'hébergement pour primates non-humains sur le site de SILABE - Université de Strasbourg. Un troisième espace d'hébergement fera l'objet d'une autre consultation au début de l'année 2026. Ce projet vise à renforcer les infrastructures d'accueil et de prise en charge des primates lorsque des soins et/ou traitement doivent être administrés en dehors de leur groupe social. Ces compartiments d'infirmerie devront répondre aux exigences réglementaires en matière d'espace alloué et de conditions d'hébergement garantissant leur bien-être, tout en offrant les fonctionnalités nécessaires à leur prise en charge pour des soins.

Ce marché concerne l'aménagement des 2 espaces suivants, chaque pièce correspond à un lot :

- Lot 1 : Aménagement et fourniture d'équipements pour le module zone Nord
- Lot 2 : Aménagement et fourniture d'équipements pour le module zone UEM

Le périmètre technique des prestations demandées est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Lieu d'exécution des deux lots :

**SILABE
Chemin du Fort Foch
67206 NIEDERHAUSBERGEN
FRANCE**

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots, désignés ci-dessous :

Lots	Désignation
1	Aménagement et fourniture d'équipements pour le module zone Nord
2	Aménagement et fourniture d'équipements pour le module zone UEM

Les lots n°1 et n°2 sont mono-attributaires, ils ne seront attribués qu'à un seul opérateur économique chacun.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.3 - Type de marché

Il s'agit pour chacun des lots d'un marché ordinaire.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. L'offre technique et financière du titulaire comprenant :
 - La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour chacun des lots ;
 - Le cadre de réponse technique (CRT) pour chacun des lots ;
 - Les fiches techniques correspondantes aux lots

Seuls les exemplaires originaux conservés par l'administration font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Tout clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du contrat.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire du marché ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les prestations.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire et son personnel sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf exigences de la réglementation en vigueur et plus particulièrement du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur a une obligation de confidentialité sur les informations financières et commerciales du titulaire. Le pouvoir adjudicateur doit faire preuve de discrétion professionnelle.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat, à savoir :

- Nom et prénom de l'agent concerné par le traitement ;
- Ses coordonnées professionnelles (adresse postale professionnelle, courriel et numéro de téléphone).

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union Européenne ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant

ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le titulaire fournira la liste des prestataires auxquels il fait appel en précisant le pays du siège social de chacun, ainsi que le pays d'hébergement des solutions techniques (serveurs, applications, etc). Il indiquera également si des clauses de sous-traitance conformes à l'article 28 du RGPD ont été signée avec ces prestataires.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@unistra.fr.

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à cert-osiris@unistra.fr et dpo@unistra.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

4.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

L'acheteur a désigné un délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpo@unistra.fr

4.2.9 – Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.10 – Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 – Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

4.4 – Pénalités

En cas de méconnaissance de la réglementation, les pénalités prévues à l'article 14.3 du CCAP s'appliquent.

5 – Durée et délais d'exécution

5.1 – Durée du marché

Le présent marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

Pour les deux lots :

Le marché a une durée ferme de 2 ans à compter de la date d'admission du lot.

La garantie a une durée de 2 ans et débute à compter de la date d'admission du lot.

Une PSE facultative de 1 an de garantie supplémentaire est prévue dans le cadre du marché, dans le cas où elle est levée le marché aura donc une durée de 3 ans à compter de la date d'admission du lot.

5.2 - Délais d'exécution

5.2.1. – Délais d'exécution

Pour chacun des lots, les délais d'exécution sont fixés comme suit :

- Lot n°1 : Le délai d'exécution 4 mois maximum à compter de la date de notification du marché (le délai contractuel d'exécution sera celui exprimé par le candidat dans son CRT).
Ce délai d'exécution inclut la conception, la fabrication, l'installation, la formation et la livraison du module d'hébergement objet du lot 1.
- Lot n°2 : Le délai d'exécution 4 mois maximum à compter de la date de notification du marché (le délai contractuel d'exécution sera celui exprimé par le candidat dans son CRT).
Ce délai d'exécution inclut la conception, la fabrication, l'installation, la formation et la livraison du module d'hébergement objet du lot 2.
-

Au-delà des délais contractuels d'exécution, des pénalités pour retard pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

5.2.2. Délais de garantie

Pour rappel et pour chacun des lots, les durées de garantie sont fixées comme suit :

- Lot 1 : La garantie a une durée de deux ans et débute à partir de la date d'admission du lot 1.
- Lot 2 : La garantie a une durée deux ans et débute à partir de la date d'admission du lot 2.

Une extension de garantie peut être proposée en tant que PSE facultative pour les deux lots.

Dans le cas où cette PSE est levée, elle débutera à l'issue de la garantie initiale de deux ans.

Elle recouvre exactement les mêmes délais que la garantie initiale.

Pour tous les lots :

En cas de panne ou de dysfonctionnement du matériel ne nécessitant pas d'intervention sur site, le titulaire dispose d'un délai maximum de **1 jour ouvré** à compter du signalement pour remettre le matériel en état de fonctionnement. Le signalement peut être effectué par téléphone mais doit obligatoirement être confirmé par voie électronique.

Si la panne ou le dysfonctionnement du matériel nécessite une intervention sur site, celle-ci doit être effectuée dans un délai maximum de **2 jours ouvrés** à compter de la demande d'intervention, laquelle peut être effectuée par téléphone mais doit obligatoirement être confirmée par voie électronique. A minima, un diagnostic écrit devra être établi dans ce délai.

Si le problème n'est pas résolu lors de la première intervention, et sauf décision écrite contraire de SILABE, le titulaire dispose d'un délai maximum de **5 jours ouvrés** suivant l'intervention initiale pour remettre en état de fonctionnement le matériel.

En cas de retard dans la garantie, des pénalités prévues à l'article 14.1 du CCAP peuvent s'appliquer.

5.2.3 – Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 – Prix

6.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application d'un **prix global forfaitaire** selon les stipulations de la DPGF et de l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS et pour tous les lots, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, y compris les frais relatifs aux mises à jour des logiciels s'il y a lieu ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les prix comprennent en particulier tous les frais et autres taxes douanières.

6.1.1 Caractéristiques des prix pratiqués pour le lot n°1

Les prix pour le lot n°1 comprennent les frais relatifs aux éléments suivants :

- L'aménagement du module n°1 (module Nord)
- Les équipements qui composent le module n°1 (module Nord)
- La garantie
- L'extension de garantie dans le cas où la PSE n°1 est levée
- La formation

La conception, la fabrication et l'installation (montage, assemblage, soudure) sont comprises dans les prix pratiqués pour le lot n°1.

6.1.2 Caractéristiques des prix pratiqués pour le lot n°2

Les prix pour le lot n°2 comprennent les frais relatifs aux éléments suivants :

- L'aménagement du module n°2 (module zone UEM)

- Les équipements qui composent le module n°2 (module zone UEM)
- La garantie
- L'extension de garantie dans le cas où la PSE n°1 est levée
- La formation

La conception, la fabrication et l'installation (montage, assemblage, soudure) sont comprises dans les prix pratiqués pour le lot n°2.

7 - Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG – Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS).

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables aux titulaires de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Pour le lot n°1 :

La facturation du lot n°1 intervient à la date d'admission.

Pour le lot n°2 :

La facturation du lot n°2 intervient à la date d'admission.

Les fournisseurs émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités locales et de leurs établissements publics respectifs ont l'obligation d'utiliser la facturation électronique.

Une solution technique mutualisée, dénommée « Chorus Portail Pro 2017 » (CPP), permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, est mise à disposition des fournisseurs gratuitement.

Ce portail électronique mutualisé est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le numéro SIRET de l'université (130 005 457 00010) est nécessaire, ainsi que le numéro d'engagement financier SIFAC ou le numéro du bon de commande transmis au titulaire du contrat par le/les service(s) ou composante(s) concerné(s).

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG-FCS.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un **délai global de 30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement seront fixés en application des articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

En matière de facturation électronique et par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-FCS, chaque cotraitant admis au paiement direct est autorisé à transmettre sur Chorus Pro sa demande de paiement, laquelle doit faire l'objet d'une validation du mandataire du groupement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Les conditions et modalités d'exécution des prestations sont définies dans le CCTP.

10.1 – Adresse de livraison et d'exécution

Lieu d'exécution du lot n°1 et du lot n°2 :

**SILABE
Chemin du Fort Foch
67206 NIEDERHAUSBERGEN
FRANCE**

Les informations suivantes seront fournies au titulaire au moment de la notification du marché :

- informations d'accès au site, aux bâtiments et aux pièces (adresse, contrainte d'accès pour les camions de livraison, dimensions des portes des bâtiments...)
- plans généraux (site et bâtiments)

10.2 – Stockage, emballage et transport

Pour les deux lots :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

10.3 – Conditions de livraison

Conditions de livraison des lots n°1 et n°2 :

Les prestations objet des deux lots sont transportées aux frais et risques du titulaire du titulaire de chaque lot.

Même s'il n'exécute pas lui-même l'expédition des fournitures, il est responsable de la bonne livraison de celles-ci jusqu'à la plateforme SILABE de l'Université de Strasbourg.

Sauf information particulière transmise par l'établissement au titulaire, les livraisons sont effectuées pendant les jours et durant les heures ouvrables des services, soit de 08h30 à 12h00 et de 14h à 17h du lundi au vendredi, sauf les jours fériés.

Les livraisons défectueuses ou erronées seront remplacées aux frais du titulaire, transport et emballage compris. Elles seront retournées au titulaire à ses frais, transports et emballage compris.

Les fournitures objet du marché sont accompagnées d'un bordereau de livraison mentionnant obligatoirement :

- le nom du titulaire du marché et son adresse,
- la référence et l'objet du marché et du lot,
- la référence exacte de la commande,
- la date d'expédition,
- le service destinataire,
- l'identification complète des fournitures livrées (désignation, référence) et, s'il y a lieu, leur répartition par colis,
- les quantités livrées,
- la date et l'heure de la livraison.

La signature du bordereau de livraison ne vaut pas admission au sens de l'article 25.1 du CCAG-FCS et ne saurait remplacer la procédure prévue à l'article 11 suivant.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Vérification du lot n°1 :

Par dérogation aux articles 28 à 30 du CCAG-FCS, les vérifications qualitatives et quantitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées dans un délai de 3 semaines à compter de la réception des prestations par SILABE.

Vérification du lot n°2 :

Par dérogation aux articles 28 à 30 du CCAG-FCS, les vérifications qualitatives et quantitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées dans un délai de 3 semaines à compter de la réception des prestations par SILABE.

11.2 – Décision après vérification

L'admission sera prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet à l'issue de la période de vérification.

Le silence ne vaut pas décision d'admission.

Conformément à l'article 30.4 du CCAG FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent pas être admises en l'état, il prononce le rejet partiel ou total.

Ainsi, en cas de non-conformité des livrables aux attentes définies dans le cahier des charges, la prestation devra être refaite par le titulaire du marché sans surcoût.

12 – Clauses de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, les modifications suivantes pourront être apportées au marché en cours d'exécution.

12.1 – Clause de réexamen pour circonstances imprévisibles

En complément des articles 24 et 25 du CCAG-FCS, les dispositions suivantes s'appliquent : en cas de circonstances imprévisibles (guerre, épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure ...), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- de suspendre et/ou annuler tout ou partie des prestations objet du marché
- de modifier les modalités d'exécution des prestations du marché
- d'intégrer au marché de nouveaux besoins liés à la crise sanitaire.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments ...) mais aussi dès lors que des mesures sont mises en œuvre par l'université en vue de limiter voire de prévenir la propagation de la situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

Sauf dispositions réglementaires et législatives spécifiques, les stipulations suivantes s'appliquent :

En cas d'annulation de résiliation du marché du fait de la situation exceptionnelle, le titulaire ne pourra prétendre qu'à la seule indemnisation des dépenses qu'il aura dû spécifiquement engager en vue de l'exécution des prestations annulées. Le cas échéant, le titulaire devra apporter la preuve de la dépense et en justifier le montant.

12.2 – Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

La transmission de cette demande s'effectue par le titulaire au pouvoir adjudicateur par courrier électronique, au Département des Achats et des Marchés de l'Université (dam@unistra.fr).

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

Dans l'avenant conclu sur le fondement du présent article, le pouvoir adjudicateur sera libre de déterminer ou non, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire détermineraient le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excédait le montant des pertes, le titulaire serait alors redevable de la différence. Le montant correspondant serait alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

13 - Garantie des prestations

13.1 – Garanties légales des prestations

Les garanties légales telles que définies aux articles 1641 et suivants du Code civil (vices cachés), 1345 et suivants du Code civil (produits défectueux) et L.421-1, L.421-3 et L.421-4 du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux fournitures et prestations du présent contrat.

14 – Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Objet de la pénalité pour retard	Délai maximum ou date limite	Montant de la pénalité
Pénalités en cas de retard sur le délai d'exécution	<p>Délai contractuel exprimé par le titulaire dans le CRT dans un maximum de :</p> <p>Lot 1 : 4 mois maximum à compter de la notification du lot n°1</p> <p>Lot 2 : 4 mois maximum à compter de la notification du lot n°2</p>	<p>Montant identique pour les 2 lots :</p> <p>Entre 1 et 5 jours calendaires de retard : 0,5 % de la valeur de la DPGF du lot par jour calendaire de retard</p> <p>Entre 6 et 10 jours calendaires de retard : 1% de la valeur du montant de la DPGF du lot par jour calendaire de retard</p> <p>À partir du 11^{ème} jour calendaire de retard : 2% de la valeur du montant de la DPGF du lot par jour calendaire de retard.</p>
Retard de remise en état de fonctionnement dans le cadre de la garantie	<p>- Délai contractuel exprimé par le titulaire dans un maximum de 1 jours à compter du signalement en l'absence de nécessité d'intervention sur site.</p> <p>- Délai contractuel exprimé par le titulaire dans un maximum de 2 jours suivant la</p>	<p>Montant identique pour les 2 lots :</p> <p>P=100€ HT par jour de retard</p>

	<p>demande d'intervention initiale si intervention sur site nécessaire.</p> <p>- Délai contractuel exprimé par le titulaire dans un maximum de 5 jours suivant la première intervention si elle n'a pas permis la remis en fonctionnement.</p>	
--	---	--

Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

14.2 – Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 – Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 €, par manquement constaté. A noter que les parties devront coopérer pour parvenir à une remise en conformité, en accord avec le responsable du traitement. Si le manquement perdure, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

14.4 – Plafonnement des pénalités

Les pénalités énoncées ci-dessus sont cumulables. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant cumulé des pénalités est plafonné à 20% du montant de la DPGF du lot.

Par dérogation au 14.1.3 CCAG-FCS, les pénalités sont applicables dès le premier euro.

15 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et justifiant qu'il est à jour de ses cotisations.

L'attestation d'assurance doit notamment préciser :

- Le nom de la compagnie ;
- Les risques couverts ;
- La date d'expiration des garanties prévues au contrat ;
- Le numéro des polices ;
- Les plafonds de garantie.

La production de ces attestations doit être renouvelée périodiquement de manière à justifier la couverture du titulaire pendant toute la durée du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

16 – Résiliation du contrat

16.1 – Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et il est précisé que l'acheteur pourra faire application d'une exécution aux frais et risques du titulaire en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du titulaire.

16.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juadm.fr. Tel : 03 88 21 23 23. Fax : 03 88 36 44 66.

Tel : 03 83 34 25 62. Fax : 03 83 34 22 24.

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juadm.fr . Tel : 03 88 21 23 23. Fax : 03 88 36 44 66.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

18.1 Défaillance du titulaire

de Strasbourg

18.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail – Protection de l'environnement

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution de contrat et pendant toute sa durée.

18.3 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'administration contractante par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

18.4 Changement affectant le titulaire

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

18.5 Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat

Le transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer le Département des Achats et des Marchés de l'université (dam@unistra.fr) dans les plus brefs délais de ce changement et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du présent contrat par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

18.6 Clause de séparatisme

L'article 1er de la loi du 24 août 2021 impose à tout organisme chargé de l'exécution d'un service public le respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, que cette exécution soit confiée directement par la loi, le règlement ou par l'attribution d'un contrat de la commande publique.

Le titulaire du présent contrat, pour autant qu'il lui confie l'exécution d'un service public, doit s'assurer de l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il veille à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces mêmes obligations (par exemple un sous-traitant ou un sous-concessionnaire).

Le respect de ces principes sera contrôlé par tout agent et/ou usager qui signalera à l'acheteur les manquements constatés.

Le cas échéant, une mise en demeure sera adressée au titulaire qui devra prendre toutes mesures adaptées (avertissement, remplacement du personnel...) pour faire cesser les manquements constatés sans délai.

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute du titulaire pourra être envisagée si le manquement venait à persister.

19- Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.4 du CCAP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge aux articles 27.3 et 28 à 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.2 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.4 du CCAP déroge aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 41 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.2 du CCAP déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.6 du CCAP déroge à l'article 40.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services